





© IGN 2021 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude :

1° 03' 29" E

Latitude :

48° 59' 16" N

<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>

1/5000

Annexe 3 : Photographies



Vue aérienne.

Photo 1 :



Repousse naturelle de Pin
conservée

Photo 2 :





**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
et de la Mer de l'Eure**

**Arrêté n° DDTM/SEBF/2021-191
portant autorisation de défrichement**

VU

- le code forestier,
- le décret n° 2015-656 du 10 juin 2015 modifiant certaines dispositions relatives aux autorisations de défrichement,
- l'arrêté ministériel du 11 juillet 2019 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles,
- la demande d'autorisation de défrichement de bois situés sur la commune de FAUVILLE (Eure), présentée par M. Guillaume LECANU président de la SAS ALG2, et visée à la direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure le 2 juillet 2021 sous le numéro 1390,
- le procès-verbal de reconnaissance du bois à défricher fait le 17/08/2021 et visé par M. Guillaume LECANU le 19/08/2021,
- l'avis favorable du directeur départemental des territoires et de la mer de l'Eure en date du 23/08/2021
- l'arrêté préfectoral SCAED 18-12 portant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Laurent Tessier, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Eure,
- la décision n° DDTM/2018-56 du directeur de la DDTM. donnant subdélégation de signature à ses collaborateurs en matière administrative,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier - Le défrichement des parcelles cadastrées, section AC n° 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172 et 173 situées sur la commune de FAUVILLE est autorisé, sur une surface de 0 ha 47 a 10 ca conformément au plan cadastral joint au présent arrêté (annexe 3).

Article 2 - Mesures compensatoires

Conformément aux dispositions de l'article L.341-6 du code forestier, cette autorisation de défrichement est subordonnée à l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou reboisement pour une surface correspondant à **deux fois** la surface défrichée.

Ces travaux devront préalablement faire l'objet d'une validation par la Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure.

Cette obligation de travaux peut être convertie, par décision du bénéficiaire, en versement d'une indemnité au profit du Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois fixée à **11 935 €** (selon le calcul ci-dessous) ou de travaux d'amélioration sylvicoles dans des forêts existantes d'un montant équivalent.

Article 3 – Engagement

Le bénéficiaire dispose d'un **délai maximum d'un an** à compter de la réception du présent arrêté pour transmettre à la DDTM de l'Eure l'acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement ou de reboisement ou de travaux d'amélioration sylvicole (annexe 1) comprenant un descriptif précis de la situation et de la nature des travaux à réaliser ou l'acte d'engagement à verser au profit du Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois le montant équivalent (annexe 2).

En l'absence d'acte d'engagement dans ce délai, l'indemnité financière mentionnée à l'article 2 sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, sauf s'il y a renoncement au défrichement projeté.

Article 4 - Durée de l'autorisation

Cette autorisation est valable cinq ans à la date de signature du présent arrêté.
En cas de renonciation en tout ou partie à son autorisation de défricher, le propriétaire devra en faire la déclaration, sous pli recommandé avec avis de réception, au directeur départemental des territoires et de la mer de l'Eure.

Article 5 – Délai et voie de recours

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen qui peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

Article 6 - Information du public : l'affichage

L'affichage a lieu quinze jours avant le début des opérations de défrichement (par le bénéficiaire sur le terrain de manière visible) et est maintenu pendant toute la durée des opérations de défrichement et à la mairie pendant deux mois, quelle que soit la durée des opérations de défrichement.

Article 7 - Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Eure et le maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

Évreux, le 23/08/2021

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental et par subdélégation,
Le responsable du pôle milieu naturels, forêts, chasse


Fabrice Lemarchand

Le montant de cette indemnité est calculé comme suit :

Indemnité compensatrice (€) = surface défrichée (ha) x coefficient multiplicateur x [coût du foncier (€/ha) + coût moyen d'un boisement (€/ha)]

Coefficient multiplicateur = compris entre 1 et 5, en fonction du niveau d'enjeu respectif des rôles économiques, écologiques et social des bois à défricher. Ce coefficient est de 2 dans la présente autorisation.

Coût du foncier (€/ha) = valeurs vénales dominantes des terres agricoles (arrêté annuel du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles). Ce montant est de 8 970 €/ha.

Coût moyen d'un boisement (€/ha) = Ce montant est de 3 700 €/ha.

Soit une indemnité compensatrice = 0 ha 47 a 10 ca x 2 x [8 970 + 3 700] = 11 935 €

Le montant obtenu ne peut être inférieur à 1 000 €, qui correspondait au coût de mise en place d'un chantier de reboisement